



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

272 | Octobre-Décembre 2015

Centrafrique/Afrique centrale : ressources et conflits armés

Élevage bovin et conflits en Centrafrique

Cattle farming and conflicts in Central African Republic

Julie Roselyne Betabelet, Alexis Maina Ababa et Ibrahim Tidjani



Édition électronique

URL : <http://com.revues.org/7655>

DOI : 10.4000/com.7655

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 557-575

ISBN : 978-2-86781-979-7

ISSN : 0373-5834

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Julie Roselyne Betabelet, Alexis Maina Ababa et Ibrahim Tidjani, « Élevage bovin et conflits en Centrafrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 29 mai 2017. URL : <http://com.revues.org/7655> ; DOI : 10.4000/com.7655



Élevage bovin et conflits en Centrafrique

Julie Roselyne Betabelet, Alexis Maïna Ababa
et Ibrahim Tidjani¹

Introduction

« Le 21 novembre 2016 aux environs de Bria, des affrontements opposent deux factions rivales de la Séléka : l'UPC² d'Ali Darras à dominance peule et le FPRC³, issu d'une alliance entre les Goula, les Rounga et les Arabes. La cause de ce conflit est liée à des querelles pour le contrôle des territoires et des ressources dont le bétail »⁴. Depuis 2013, la Centrafrique vit au rythme de ce type de violences, qui inclut souvent des éleveurs armés. Ces violences s'inscrivent dans un temps long. Dès 1996, des mutineries éclatent à Bangui. À partir de 2003, une multitude de mouvements rebelles naissent et opèrent dans les régions rurales, suite au coup d'État de François Bozizé. En 2013, la Centrafrique plonge dans un embrasement général autour des affrontements entre la Séléka et les milices anti-*balaka*. Fortement médiatisé, le conflit de 2013 est marqué par l'ampleur de la violence. Début décembre 2013, le conflit provoque environ 1 000 morts à Bangui en l'espace de quatre jours (Amnesty International, 2013), dans le contexte du début de l'opération militaire française

1. Julie Roselyne Betabelet, doctorante, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586-Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), betabelet@yahoo.fr ; Alexis Maïna Ababa, doctorant, Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal, ababba@yahoo.fr ; Ibrahim Tidjani, doctorant, Université de Lille, UMR 8019-Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSÉ), ibratid@gmail.com.

2. Union pour la paix en Centrafrique, une faction dissidente de la Séléka qui regroupe essentiellement des éleveurs peuls armés. Les Oudda, Peuls originaires du Tchad, sont majoritaires au sein de ce mouvement.

3. Front populaire pour la renaissance de Centrafrique.

4. « Centrafrique : 16 morts et des milliers de déplacés après des affrontements d'ex-Séléka à Bria », *Jeune Afrique*, publié le 23 novembre 2016, consulté le 28 décembre 2016, www.jeuneafrique.com/376802/politique/centrafrique-16-morts-milliers-de-deplaces-apres-affrontements-dex-seleka-a-bria/.

Sangaris. Ce conflit puise sa source dans des considérations politiques, liées au contrôle du pouvoir, identitaires, avec la cristallisation de l'opposition religieuse entre chrétiens et musulmans, et économiques, autour des luttes de pouvoirs pour le contrôle des ressources. La dimension régionale de ce conflit est liée à l'appui apporté par des mercenaires tchadiens et soudanais à la Séléka.

Comme dans de nombreux pays d'Afrique centrale (Watts et Marshal, 2004 ; Bégin-Favre, 2009 ; Pourtier, 2009), les ressources constituent un enjeu majeur des conflits. Au sein de ces ressources, le bétail joue un rôle essentiel car il représente un important secteur économique en Centrafrique (environ 30 % du PIB en 2008) et constitue une ressource pour les groupes armés. Ainsi, la Séléka cherche à contrôler les territoires pastoraux, de la production à la commercialisation. Les anti-*balaka* pratiquent des tueries d'éleveurs, accusés d'être complices de la Séléka, et volent leur bétail. Par ailleurs, les enjeux fonciers autour du bétail alimentent les violences entre communautés rurales, notamment entre agriculteurs et éleveurs.

L'élevage bovin a été récemment introduit en Centrafrique, depuis le Cameroun en 1920 par des éleveurs peuls Mbororo (Boutrais et Crouail, 1986 ; Ankogui-Mpoko, 2002). Après ces pionniers, des éleveurs originaires du Tchad (principalement des Peuls Mbororo Oudda) arrivent en Centrafrique à partir des années 1980 (Chauvin et Seignobos, 2013). Alors que la production est du ressort des éleveurs peuls, le convoyage et la commercialisation du bétail sont exercés en Centrafrique par des Arabes ayant une origine tchadienne plus ou moins lointaine. Les éleveurs arabes viennent du sud-est du Tchad, précisément du Salamat et du Moyen-Chari (Tidjani, 2015).

Des écrits abordent la thématique des conflits et de l'élevage sous l'angle des conflits locaux entre éleveurs et agriculteurs (Ankogui-Mpoko, 2002). Notre démarche s'inscrit plutôt dans une analyse de géographie du pouvoir ou de géopolitique, qui considère à la fois les conflits de faible intensité et les conflits armés, et appréhende les ressources comme des constructions sociales, des matières mises en valeur par des acteurs (Magrin *et al.*, 2015). Dans cet article, il s'agit d'analyser les recompositions de l'élevage liées aux conflits entre la Séléka et les anti-*balaka* en Centrafrique depuis 2013. Notre hypothèse est que ces conflits modifient profondément l'élevage bovin en Centrafrique : les aires pastorales dépendent désormais étroitement des activités des groupes armés.

Cet article agrège des données issues d'enquêtes de terrain de 2014-2015, menées dans l'ouest, le nord et l'est de la Centrafrique (fig. 1). Afin d'accéder à des zones à fort risque sécuritaire, ces enquêtes ont été menées

grâce à la coopération d'organisations non gouvernementales (ONG), et pour qui ont été produits différents rapports (Collectif, 2015 ; Tidjani, 2015). Dans ce cadre, des entretiens ont été menés auprès d'acteurs divers : autorités administratives, politiques, traditionnelles, éleveurs, responsables des groupes armés et populations locales.

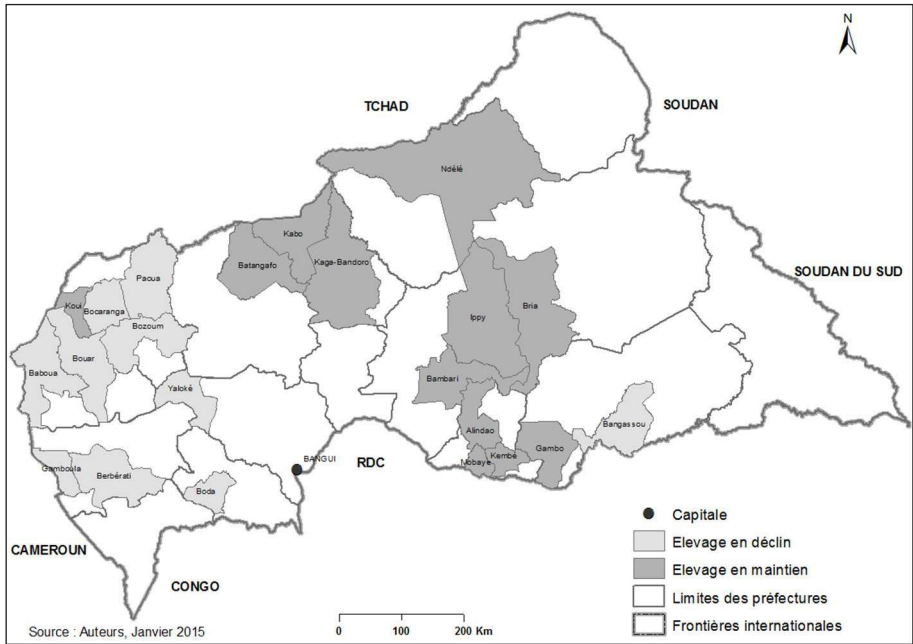


Figure 1 - Localisation de la zone d'étude

Pour analyser les mutations de l'élevage au regard des conflits depuis 2013, la première partie aborde les éleveurs de bétail comme acteurs et victimes des violences. La seconde partie traite des évolutions des aires pastorales liées aux violences. Enfin, la troisième analyse l'impact des violences sur l'évolution des techniques de production et de commercialisation du bétail.

I - Les éleveurs au prisme de la violence : acteurs et victimes

Les éleveurs présentent une image contrastée dans la violence en Centrafrique. Ils sont victimes des bandes de coupeurs de route, qui excellent dans les prises d'otages d'éleveurs avec libération contre rançon. Progressivement, les rébellions font aussi du bétail une source d'enrichissement. Mais ils sont aussi acteurs des violences, actifs dans le banditisme et après 2009 dans les

mouvements rebelles. Dans l'ensemble, on assiste à une militarisation et à une politisation de l'élevage à travers le contexte de conflits.

1 - Les éleveurs et les coupeurs de routes

Les premières exactions des coupeurs de route envers les éleveurs remontent aux années 1980 (Ankogui-Mpoko *et al.*, 2010). Dans les savanes reculées, ces bandits armés ou Zaraguinas⁵ allient vols de bétail, embuscades et prises d'otages. La majorité des victimes d'enlèvement sont des enfants d'éleveurs peuls, qui doivent vendre leur bétail pour payer les rançons. En 2004 par exemple, trois cents enfants sont capturés, plus de 490 millions de francs CFA demandés en rançons, dont plus de 170 millions payés par les éleveurs pour libérer dix enfants (Saibou, 2006). L'activité des coupeurs de route constitue l'une des raisons profondes du processus de paupérisation des éleveurs centrafricains (Arditi, 2009 ; Seignobos, 2008). Les éleveurs pillés de leur bétail par les coupeurs de route n'ont pas d'autres choix que de se reconvertir dans des activités agricoles et commerciales.

Mais parmi les coupeurs de route figurent également de nombreux éleveurs. Les bandes sont souvent structurées par des éleveurs ayant une origine tchadienne (Arabes, Peuls Oudda), aidés après 2003 par les « libérateurs », mercenaires ayant aidé François Bozizé à prendre le pouvoir depuis le Tchad (Chauvin et Seignobos, 2013). Certains éleveurs peuls Mbororo installés de longue date en Centrafrique, intègrent aussi les bandes de coupeurs de route. Dans les régions du nord-ouest, situées au Cameroun et au Tchad, des éleveurs peuls ont été appréhendés par les forces de l'ordre ou identifiés par les populations locales lors des raids, ou d'embuscades effectuées dans les zones pastorales. Au sein des communautés pastorales, des jeunes Peuls dépossédés de leur bétail ou épris de gains servent de relais et d'indicateurs pour les coupeurs de route. Ces jeunes éleveurs peuls se chargent d'identifier les victimes solvables dans les villages (Ankogui-Mpoko *et al.*, 2010), les éleveurs qui possèdent le plus de bétail.

Face à l'action des coupeurs de route, les éleveurs peuls s'organisent en groupes d'auto-défense composés d'archers sous le régime d'Ange-Félix Patassé (1993-2003). Ils reçoivent l'appui matériel du pouvoir de Bangui et traquent les bandits armés qui volent leurs biens et tuent leurs familles. Mais très vite, des discordes au sein des éleveurs peuls fragilisent l'action des archers ou anti-Zaraguinas qui doivent faire face à des adversaires plus aguerris (Chauvin et Seignobos, 2013). L'asymétrie du rapport de force entre les groupes d'autodéfense et les bandits armés pousse à l'exil de nombreux

5. Langue peule.

éleveurs Mbororo. De 2002 à 2013, le grand banditisme des coupeurs de route fait migrer au moins 65 000 éleveurs vers le Cameroun, 15 000 vers le Tchad, 15 000 vers la République Démocratique du Congo (RDC), 10 000 vers le Nigeria et 6 000 vers le Soudan (Chauvin, 2015). La situation se complexifie davantage suite à l'engagement des commerçants à bétail arabes et des Peuls Oudda dans les groupes rebelles à partir de 2009.

2 - Les éleveurs dans les rébellions

L'activisme des éleveurs dans des mouvements rebelles prend de l'ampleur avec l'apparition, en 2009, de la cohorte des éleveurs armés d'origine tchadienne dirigés par Baba Laadé. Majoritairement issus du groupe des Peuls Oudda, ces éleveurs qui refusent désormais d'être les supplétifs des Arabes, Goranes et Zaghawa, constituent une véritable armée peule (Chauvin et Seignobos, 2013). Leur mouvement, le FPR⁶, a officiellement pour objectif la défense des intérêts des éleveurs peuls. Dans les faits, ces guerriers lourdement armés volent du bétail, pillent, détruisent les villages et campements d'éleveurs peuls Mbororo (groupes pionniers) dans le centre-nord et le nord-ouest de la Centrafrique, selon les organisations humanitaires présentes dans ces régions. En 2012, quelque peu affaiblis, les hommes armés de Baba Laadé se recyclent au sein de la rébellion Séléka.

La politisation de l'élevage prend de l'ampleur en 2013. La Séléka taxe le bétail. Le marché à bétail du PK 45 créé en 2012 est ramené à son ancien emplacement, au PK 13, à la sortie nord de Bangui. La faction arabe de la Séléka y exerce un contrôle exclusif sur la vente du bétail. À Mobaye en amont de la rivière Oubangui, chaque vente de bœuf rapporte 15 000 francs CFA aux membres de la Séléka⁷. Dans le centre-nord à Kaga-Bandoro⁸, la taxe est plus importante. Un commerçant de bétail paie au total 30 000 francs CFA par bovin afin de l'acheminer à Bangui. À cela, s'ajoute le coût de transport qui s'élève à 50 000 francs CFA par tête et 2 500 francs CFA pour mettre le bœuf dans le camion⁹ : il y a là une véritable source d'enrichissement. Dans les communes d'élevage, tous les éleveurs doivent contribuer à l'effort de guerre. L'entretien des hommes de la Séléka repose sur les maires des communes,

6. Front patriotique pour la restauration.

7. 5 000 francs CFA payés par l'éleveur, 5 000 par le commerçant et 5 000 par le boucher. Si l'on estime qu'en moyenne 500 bœufs sont vendus les jours des différents marchés hebdomadaires, le montant de la taxe se chiffre à 7 500 000 de francs CFA par semaine. Ce chiffre intègre à la fois le marché de Mobaye et les autres marchés environnants (Alindao, Langandji, Zangba, Kouango).

8. Le marché à bétail de Kaga-Bandoro est créé suite à la disparition du marché à bétail de PK 45 de Bangui. Les ventes de bétail sont quotidiennes. Le stock de bétail constitué par les commerçants est escorté et convoyé vers Bangui une fois par semaine.

9. Entretiens avec d'anciens commerçants d'arachides de l'axe Bangui-Kabo-Sido, reconvertis dans la vente de viande de bœuf boucanée. Bangui décembre 2015.

qui sont contraints d'offrir aux généraux avec la contribution des éleveurs, du bétail afin de bénéficier de leur protection et d'épargner aux populations leurs exactions¹⁰.

La politique de prédation instaurée par la Séléka suscite un ressentiment et une radicalisation au sein des éleveurs peuls dont la survie dépend du bétail. Un antagonisme se crée entre les branches de la Séléka tenues par les Arabes, les Goula et les Rounga et la branche peule, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), dirigée par Ali Darras, un Peul Oudda originaire du Tchad et un ex-bras droit de Baba Laadé. L'UPC contrôle désormais la zone de Bambari, Mobaye et Alindao, à l'est. Tandis qu'à l'ouest de la Centrafrique, les éleveurs sont ciblés par les anti-*balaka*.

3 - Les éleveurs et les anti-*balaka*

Les combattants de la Séléka regroupent divers groupes, des anciennes rébellions centrafricaines, des mercenaires tchadiens et soudanais, des commerçants arabes, ainsi que des éleveurs principalement originaires du Tchad et ex-coupeurs de route, tous étant en grande majorité musulmans (Chauvin et Seignobos, 2013). Lors de son arrivée au pouvoir en 2013, la Séléka utilise la violence comme mode de soumission, d'assujettissement et de domination des populations villageoises, majoritairement non musulmanes, dans les zones rurales (Bégin-Favre, 2009). Dans l'Ouest, les violences à l'endroit des populations se justifient aussi par leur appartenance ou leur complicité supposée avec l'ancienne rébellion de l'APRD¹¹ et par leur proximité supposée avec le pouvoir renversé de François Bozizé. Ainsi, de nombreux villages sont dépossédés de leur bétail (petit bétail, bœuf de trait pour la culture mécanisée) par la Séléka, le bétail pillé étant notamment emmené vers le Tchad. Avec l'appui de la Séléka, des éleveurs peuls trouvent une issue pour régler d'anciens litiges qui les opposent aux populations agricoles.

Dès lors, les populations villageoises s'organisent en auto-défense au sein de milices (anti-*balaka*) et s'en prennent violemment aux éleveurs peuls et arabes, supplétifs des combattants de la Séléka. La naissance des milices anti-*balaka* réactive le symbole de la résistance des populations de l'Ouest centrafricain, contre « des gens venus d'ailleurs »¹². Les luttes contre l'islamisation Peuls Foulbé de l'Adamaoua entre 1870-1880 et les révoltes anticoloniales, comme la guerre du *Kongo-wara* (1928), sont remémorées.

10. Entretien avec des maires de communes d'élevage, novembre 2014.

11. Armée populaire pour la restauration de la démocratie. Entretien avec un ancien combattant démobilisé de l'APRD, Bocaranga, novembre 2014.

12. Entretien avec un commandant des anti-*balaka* de l'Ouest, novembre 2014.

Les anti-*balaka* agressent indifféremment tout musulman, accusé de collusion avec les anti-*balaka*, notamment les éleveurs peuls et les commerçants de bétail arabes. Le conflit offre aussi l'opportunité aux milices anti-*balaka* de s'approprier du bétail après avoir tué leurs propriétaires. À Bossangoa, 21 campements d'éleveurs ont été détruits et 5 000 têtes de bœufs dérobés par les anti-*balaka* (ICG, 2014). À Bouar dans la Nana-Mambéré, plus de 23 000 têtes ont été emportées par les anti-*balaka* et écoulées vers le Cameroun¹³. Le bétail volé est écoulé par des trafics avec les villes frontalières de Tibati, Ngaoui ou Kenzo (Cameroun). Ce désir de vengeance et d'accaparement du bétail porte un coup fatal à l'élevage à l'échelle nationale.

En somme, les conflits mettent en lumière différentes mutations au sein des éleveurs. S'opposent d'abord des éleveurs peuls Mbororo installés de longue date en Centrafrique depuis le Cameroun et des éleveurs peuls Mbororo Oudda, entrés plus récemment en Centrafrique et originaires du Tchad (Chauvin et Seignobos, 2013). Les seconds sont plus impliqués dans les coupeurs de route, la militarisation de l'élevage autour de Baba Laadé en 2009, puis en 2014 d'Ali Darras. Des dissensions existent aussi entre les éleveurs et les commerçants de bétail, arabes, et impliqués pour certains dans d'autres branches de la Séléka. Cette mutation s'apprécie également du point de vue des représentations que des groupes armés se font des éleveurs. Pour les anti-*balaka*, l'amalgame entre éleveurs, musulmans et Séléka est fort. Au regard de ces violences, le conflit a redessiné une nouvelle géographie de l'élevage en Centrafrique.

II - Des aires pastorales en évolution

L'Ouest centrafricain, est la porte d'entrée des éleveurs peuls en Oubangui-Chari dans les années 1920. Jusqu'en 1960, l'élevage est cantonné dans le secteur occidental sur les hauts plateaux de l'ouest et le secteur oriental près de Bambari. La création des communes d'élevage donne aux éleveurs une assise territoriale (Boutrais et Crouail, 1986 ; Ankogui-Mpoko, 2002). À partir de 2003 les conflits s'amplifient et accentuent une décadence de l'élevage. Les aires pastorales sont sensiblement mises à mal par les activités des bandits armés. Les positionnements actuels laissent entrevoir des disparités tant sur la répartition, la localisation et la délimitation des espaces pastoraux.

13. Entretien avec un membre de la Fédération nationale des éleveurs de l'Ouest, novembre 2014.

1 - Les aires pastorales avant 2003

L'Ouest centrafricain, depuis le Cameroun, est la porte d'entrée des éleveurs peuls qui ont foulé le territoire de l'Oubangui-Chari dans les années 1920. L'administration coloniale se montre favorable à l'arrivée des pasteurs peuls afin d'approvisionner les villes en viande bovine (Chauvin et Seignobos, 2013). Des postes vétérinaires sont installés le long de la frontière ouest avec le Cameroun afin d'assurer un suivi sanitaire du bétail¹⁴. La régulation coloniale cantonne les éleveurs sur les hauts pâturages de Bouar, Baboua et Bocaranga¹⁵. D'autres mesures comme la construction de bains détiqueurs, la fourniture d'appuis techniques et sanitaires sont mises à la disposition des éleveurs. De manière répressive, l'administration procède à des abattages massifs afin d'empêcher une descente du bétail vers les pâturages infestés du sud du pays¹⁶. Une ligne imaginaire reliant Bozoum à Bossembélé marque la limite de non-franchissement. Jusque dans les années 1940, les zones pastorales de l'ouest se limitent aux préfectures de la Nana-Mambéré et de l'Ouham-Pendé (Boutrais et Crouail, 1986 ; Romier 1999).

Par la suite, les espaces pastoraux connaissent une évolution et s'étendent progressivement aux autres régions centrafricaines. La culture de mobilité des éleveurs les conduit progressivement vers les hauts plateaux de l'est aux environs de Bambari (Ankogui-Mpoko, 2002). En 1960, l'élevage est cantonné dans deux blocs distincts : le secteur occidental sur les hauts plateaux de l'ouest qui prolongent l'Adamaoua camerounais, le secteur oriental près de Bambari (Boutrais et Crouail, 1986). Trois groupes pastoraux se partagent ces pâturages : les Mbororo Djafoun à Bouar et Bambari, les Foulbé dans la région de Bocaranga et les Wodaabé vers Baboua. L'administration coloniale s'implique davantage dans la lutte contre les glossines. Le cheptel bovin augmente de manière significative : 400 000 têtes en 1960, 700 000 en 1970, 1 200 000 en 1979, en dépit de la réforme agraire initiée par l'empereur Bokassa en 1970 (Boutrais et Crouail, 1986).

En parallèle, il est question d'organiser les sociétés pastorales. En effet des dissensions se font jour au sein des groupes pastoraux que sont les Peuls Foulbé et Mbororo. Ces conflits trouvent leur source dans des questions de leadership auxquelles s'ajoute un partage de territoire¹⁷. En 1962, l'administration commence à y remédier par la création des communes

14. Entretien avec des responsables des services d'élevage à Bangui, septembre, 2015.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. Entretien avec un responsable de service d'élevage, Bangui, novembre 2015.

d'élevage¹⁸. Dans ces territoires spécifiquement dédiés à l'élevage, la gestion politique, administrative et économique est confiée à des maires peuls. Les Mbororo Djafoun, très proches du pouvoir politique en dirigent plus de la moitié. Les communes d'élevage donnent aux éleveurs peuls Mbororo une intégration sociale et politique qui n'existe dans aucun autre pays (Chauvin et Seignobos, 2013). Mais cet équilibre est remis en cause par l'arrivée d'éleveurs venus du Tchad et des violences.

2 - Les aires pastorales entre 2003 et 2013

La décennie 2000 voit s'amplifier les conflits en Centrafrique qui accentuent une décadence de l'élevage. Les aires pastorales sont sensiblement mises à mal par les activités des coupeurs de route, puis par les rebelles qui pullulent dans les espaces pastoraux. Dans certaines communes d'élevage (Koui et Niem-Yellewa dans l'ouest de la Centrafrique), les maires sont assassinés par les Zaraguinas, laissant les éleveurs peuls perplexes face à des ennemis dont l'objectif n'est rien d'autre que la conquête des pâturages (Chauvin et Seignobos, 2013). Les éleveurs peuls Oudda et les éleveurs arabes originaires du Tchad structurent les bandes de coupeurs de route pour occuper les aires pastorales du centre-nord, du nord-ouest et de l'est de la Centrafrique. Désormais, les Oudda réclament avec la bénédiction des autorités locales de Bria la création d'une commune d'élevage dans la Haute Kotto¹⁹.

Face à l'insécurité, les éleveurs Mbororo pionniers, arrivés du Cameroun depuis les années 1920, entament un processus de migration sans fin avec pour ultime objectif d'être à l'abri des exactions des bandits armés. Les flux de migrations entamés début 2000 atteignent le nord de la RDC et le sud-est du pays. D'autres groupes d'éleveurs migrent vers le sud jusqu'à la lisière de la grande forêt du sud-ouest. Au niveau politique, le pouvoir de Bangui semble indifférent, voire inerte, face aux menaces qui pèsent sur eux. Guidé par l'instinct de survie, un nombre important d'éleveurs traverse les frontières nationales et s'établit au Cameroun voisin. Ces bouleversements et la quête de quiétude engendrent une dispersion des éleveurs en Centrafrique.

Par ailleurs, la militarisation de l'élevage entraîne un dérèglement de la transhumance transfrontalière et une inversion des flux de bétail de transhumance. Les transhumants armés tchadiens et soudanais semblent être attirés par les aires protégées dont la vocation première est la conservation de la faune. Les zones de conservation de l'Est et du Sud-Est sont envahies par le

18. Gaudrot à Baboua, NiemYellewa à Bouar (Nana-Mambéré), Degaulles à Kouï (Ouham-Pendé) en 1962, Ouro-Djaoun à Bambari (Ouaka) en 1965, Ewou à Alindao (Basse Kotto) en 1966, Pombolo à Gambo (Mbomou) en 1981, Ombella-Mpko dans la préfecture du même nom en 1982.

19. Entretiens avec des responsables d'éleveurs, Bria, décembre 2014.

bétail, source de conflits et d'affrontements récurrents avec les gestionnaires des safaris de chasse (Tidjani, 2015). En 2012, la majorité des éco-gardes des aires protégées du Nord-Est ont intégré les rangs de la Séléka aidée par les mercenaires tchadiens et soudanais. Ces derniers disposent de troupeaux importants qui transhument, chaque année, sur le sol centrafricain. En guise de récompense, ces colonels et ces généraux éleveurs réclament un libre accès aux aires protégées de l'Est pour leurs troupeaux qui passent désormais huit à neuf mois de l'année en territoire centrafricain²⁰.

3 - Les positionnements actuels depuis 2013

L'élevage connaît une situation critique révélée par l'ampleur des conflits (Raimond *et al.*, 2010). Les positionnements actuels laissent entrevoir des disparités tant sur la répartition, la localisation et la délimitation des espaces pastoraux. Sur le plan spatial il y a une opposition entre l'Ouest anti-*balaka* et l'Est sous contrôle Séléka. À l'ouest, sous la pression des anti-*balaka*, l'espace s'est pratiquement vidé de son cheptel bovin. Les violences des anti-*balaka* ont engendré un repli des éleveurs au Cameroun, voire au Tchad. D'autres sont cantonnés dans les communes d'élevage afin de bénéficier de la protection de leurs maires, influents politiquement, socialement et culturellement et d'un certain ancrage territorial. Les éleveurs qui ont fui les exactions des anti-*balaka* se retrouvent donc notamment à Niem-Yelléwa et Gaudrot dans la Nana-Mambéré, et Kouï dans l'Ouham-Pendé. Dans la commune d'élevage de l'Ombella-Mpoko, au cœur de la zone de la milice anti-*balaka*, le bétail a été totalement ravagé.

L'est du pays, contrôlé par la Séléka, connaît en revanche une forte concentration du bétail et des éleveurs. Les violences envers les éleveurs ont peu affecté les aires pastorales de l'Est. Cette situation se justifie notamment par la proximité culturelle et confessionnelle entre ces éleveurs et la rébellion Séléka. Les villes de l'Est enregistrent des mouvements d'éleveurs en provenance des autres régions du pays. Il existe donc un lien étroit entre aires pastorales et aires d'influence des groupes armés (fig. 2).

Cependant, l'imbrication entre territoires pastoraux et territoires des groupes armés est complexe. Les éleveurs sont eux-mêmes divisés. Les éleveurs peuls Mbororo pionniers sont concentrés dans de petites zones à l'ouest. Ces éleveurs cotisent pour une prise en charge par des hommes armés en contrepartie de la protection de leur bétail. Les éleveurs peuls Mbororo Oudda se trouvent essentiellement vers Bambari, Bria dans l'est, sous la

20. Entretien avec des autorités administratives et locales de la Haute-Kotto, Bria, décembre 2014.

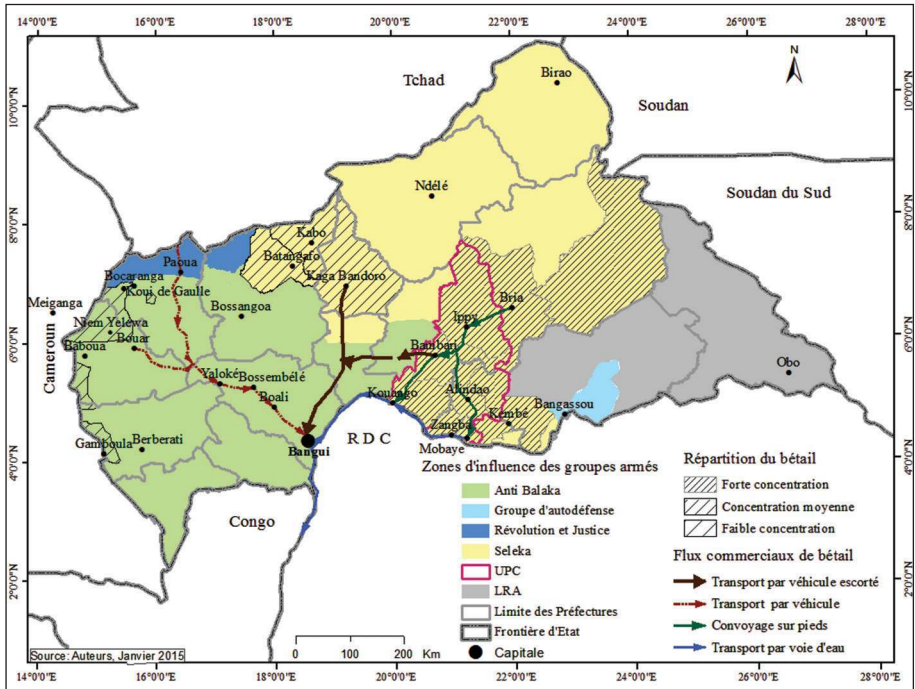


Figure 2 - Nouvelle géographie de l'élevage suite au conflit de 2013

protection de l'UPC d'Ali Daras. Les éleveurs arabes : Mbarara, Salamat, Matanine, Toundjour, Ouled-Rachid (Tidjani, 2015) sont quant à eux localisés dans les régions proches de la frontière tchadienne (Kabo, Batangafo, Kaga-Bandoro). Ces dernières régions sont répulsives pour les éleveurs peuls qui subissent des prélèvements abusifs des Séléka arabes. Chaque espace répond donc à un contrôle politique spécifique.

III - Impacts de la violence sur l'évolution des techniques de production et de commercialisation

L'insécurité entrave les mobilités des éleveurs. Le confinement du bétail pose des problèmes de dégradation de pâturages, d'émergence accrue de conflit d'usage. Le risque de propagation des pathologies devient pressant face à une difficulté d'approvisionnement en produits vétérinaires. L'enjeu que revêt la santé animale contraint les éleveurs à développer des stratégies d'adaptation en utilisant des médicaments de qualité douteuse. Dans les espaces pastoraux, les groupes armés contrôlent le réseau de commercialisation du

bétail. L'éloignement du bétail et l'insécurité exigent une révision des modes d'écoulement dans un contexte où le convoi à pieds n'est plus possible.

1 - Une recomposition des pratiques pastorales liées à l'insécurité

L'insécurité soumet les éleveurs à une contrainte de mobilité. Se déplacer loin des zones d'habitation représente un grand risque pour le bétail. Les mobilités journalières entre l'aire de pâturage, le campement et les points d'eau s'effectuent sur un rayon maximum de 10 km. Dans le passé, un berger pouvait parcourir un rayon de 15 à 20 km par jour à la recherche de pâturages. Aussi, la dispersion des campements au sein de l'espace pastoral évolue vers un regroupement autour des zones d'habitation où le bétail est enfermé dans des enclos la nuit pour éviter des cas de vols. L'espace pastoral se densifie et englobe les zones agricoles, situation perceptible dans le nord de Bouar ou l'est de Bambari. La concentration des éleveurs dans une région où les mobilités sont réduites pose des problèmes de dégradation de pâturages voire l'émergence accrue de conflits d'usage (Romier, 1999) dont pâtissent les agriculteurs. À Bokolobo, localité située à 60 km de Bambari, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été multipliés par trois entre 2013 et 2014 (Collectif, 2015).

Par ailleurs, le conflit engendre une modification des destinations de transhumance de saison sèche. La tendance générale est celle d'un abandon des zones du sud-ouest par crainte des attaques des groupes armés. Avant 2013, l'aire de la transhumance des éleveurs nationaux (ou sous-régionaux à savoir les éleveurs tchadiens) s'étendait jusque dans la partie sud du pays dans les localités de Carnot, Gadzi, Berbérati dans la Mambéré-Kadéï, Boda dans la Lobaye, la Mbi, Bobissa, Yaloké dans la préfecture de l'Ombella-M'poko. L'ère de la grande transhumance semble révolue, du moins pour les éleveurs sédentaires. Les éleveurs adoptent une petite transhumance interne sur une distance moyenne de 15-20 km entre décembre et avril. Dans l'Ouest, en 2014, les éleveurs n'ont pu atteindre la région de Bouar et sont restés dans la commune de Niem-Yellewa et de Gaudrot durant la saison de transhumance²¹. Dans la Ouaka et la Haute Kotto, les éleveurs ont choisi les régions de la Basse Kotto et du Sud-Est (préfecture du Haut Mbomou) voire la RDC, comme destination de transhumance²².

21. Entretien avec des responsables de la Fédération nationale des éleveurs de Centrafrique, novembre 2014.

22. Entretien avec des éleveurs Bambari, Mobaye, Alindao, décembre 2014.

2 - Une dimension sanitaire de protection du bétail hypothéquée

Historiquement, la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et les Groupements d'intérêts pastoraux (GIP) ont joué un rôle déterminant dans l'approvisionnement des éleveurs en médicaments vétérinaires. Ceci a été rendu possible grâce à l'appui des partenaires internationaux comme la Banque mondiale, qui a contribué à la mise en place du département des intrants à la FNEC en 1990. Au niveau de chaque GIP, la pharmacie villageoise se ravitaille via les dépôts régionaux de la FNEC qui servent de relais pour le dépôt central de Bangui. Cette gestion de proximité assure une bonne prise en charge sanitaire du bétail avec des médicaments de bonne qualité. Cependant, le rôle de la FNEC et des GIP dans le réseau de distribution des médicaments aux éleveurs semble complètement effrité en 2013. Toutes les infrastructures de la FNEC tant dans la capitale que dans les zones rurales ont été détruites, paralysant ainsi les GIP dans la distribution des médicaments aux éleveurs. Les ruptures d'approvisionnement en médicaments combinées au manque de suivi sanitaire par les agents vétérinaires accroissent le risque de propagation des pathologies.

D'autres facteurs conjoncturels y concourent dont principalement le confinement du bétail et le partage du pâturage avec le bétail étranger. Le bloc pastoral Est, principalement la ville de Bria est le plus touché par les épizooties transmises par le bétail soudanais. Le Soudan est considéré comme un espace porteur d'épizooties principalement la peste bovine (ou *pettuu* en langue peule). Le dispositif de surveillance sanitaire jadis mis en place pour le bétail soudanais soumis à une vaccination avant un séjour sur le territoire centrafricain n'est plus opérationnel. Le bétail étranger arrive généralement quand le bétail national part en transhumance. Or le conflit a contraint certains éleveurs à ne pas se déplacer et donc partager le pâturage, ce qui accroît les risques de contamination²³, tel le cas de Bria où plus de 200 bœufs ont été décimés en moins d'une semaine²⁴. Ces maladies semblent un vecteur de décapitalisation des éleveurs. Une relation conflictuelle s'installe entre transhumants soudanais et éleveurs sédentaires qui cherchent à éviter tout contact ou partage de pâturage avec le bétail soudanais dans un contexte de rupture de produits vétérinaires.

L'enjeu que revêt la santé animale contraint les éleveurs à développer des stratégies d'adaptation en utilisant les médicaments venant de tout bord, offerts par les vendeurs ambulants. Dans l'Est, des circuits de ravitaillement

23. Entretien avec les leaders éleveurs, Bria, novembre 2014.

24. *Ibid.*

en produits vétérinaires se créent avec le Soudan, ou l'Ouganda en véhicules de transport et de commerce, ainsi qu'avec la RDC par voie fluviale. Ces échanges permettent à certains acteurs économiques de se faire une place dans le circuit d'approvisionnement en médicaments, vu l'enjeu financier que revêt ce secteur. Pour autant, certains éleveurs se trouvent dans un dénuement total. Ils achètent à crédit ou procèdent à des trocs en offrant quelques têtes de bœufs en échange des médicaments, ce qui les contraint à brader leur troupeau.

3 - Remodelage du circuit de commercialisation du bétail

Historiquement en Centrafrique, la commercialisation du bétail est le monopole des Arabes et des Haoussas. Sur les cinq associations de commerçants de bétail qui existaient avant 2013, une seule regroupe les Peuls. Les Arabes ont maintenu leur domination sur ce réseau via la Séléka. De grands commerçants arabes ont rejoint les rangs de cette rébellion et exercent un contrôle sur le circuit du bétail. Jusqu'au lendemain de la chute de Michel Djotodja (janvier 2014), le grand marché de PK 13 à la sortie nord de Bangui était sous le monopole des généraux commerçants arabes. En 2014, la milice anti-*balaka* a pris le relais. Les com-zones contrôlent totalement le circuit du bétail dans toute la partie ouest du pays, suite au départ des commerçants arabes et haoussas jugés très proches de la rébellion Séléka. Dès lors le commerce du bétail jadis fermé devient un secteur ouvert à tous. De nouveaux acteurs, des autochtones dans les grandes villes intérieures ou des citadins dans la capitale Bangui arrivent à se faire une place dans ce réseau. À Bangui, ces gens servent d'intermédiaires pour certains commerçants de bétail musulmans qui ont peur de se déplacer²⁵. Dans les zones rurales, de jeunes commerçants issus de ces espaces pastoraux qui, du fait de leur relation avec les éleveurs ou les anti-*balaka*, arrivent à acheter du bétail dans les zones en conflit s'intègrent ainsi dans le circuit. De plus en plus des femmes émergent dans ce réseau. En s'appuyant sur les intermédiaires, elles approvisionnent les grands chantiers miniers à Bossembélé et Yaloké. Enfin, un petit noyau de commerçants de bétail arabes retranchés au Km5 profite du convoi sous escorte pour continuer leur activité²⁶.

S'agissant des zones d'approvisionnement en bétail, le marché à bétail de PK 13 puis celui de PK 45 de Bangui drainaient l'essentiel des flux de bétail de commerce. Les éleveurs ont su créer dans la zone périphérique de Boali le stock de bovins pour l'approvisionnement de la capitale Bangui. Le

25. Des entretiens (octobre 2016) avec des commerçants de bétail au niveau du Bureau d'affrètement routier centrafricain (BARC) ont révélé que les animaux qu'ils convoient ne leur appartiennent pas, car ils sont la propriété de commerçants musulmans de Bambari. Ils n'exploitent que les marges bénéficiaires fixées par les propriétaires. Ces marges varient de 15 000 à 25 000 francs CFA par tête.

26. Enquêtes, Bangui, 2015.

stock estimé entre 5 000 à 10 000 têtes de bovins en 2012²⁷ a été totalement pillé par les groupes armés. Dès lors l'approvisionnement de la capitale est devenu un enjeu important. Des liens se sont établis avec les zones instables disposant encore du bétail : Kaga-Bandoro dans le centre-nord, Bambari, Mobaye, Zangba dans l'est, Bouar dans l'ouest. L'éloignement du bétail et l'insécurité exigent une révision des modes d'écoulement dans un contexte où le convoi à pied n'est plus possible.

Deux moyens principaux sont utilisés : le transport par voie fluviale et le convoi en véhicules escortés. Le transport fluvial s'est développé à partir de 2014 dans les villes situées le long de la rivière Oubangui (Mobaye, Zangba, Kouango) suite à l'afflux massif des éleveurs et au problème d'accessibilité. Ces villes reçoivent en moyenne trois baleinières (pirogues à moteur) par semaine avec une capacité de contenance 60 à 80 bœufs par baleinière²⁸. Le convoi par véhicule a commencé avant la crise de 2013 via une dizaine de bétailières de la SÉGA²⁹ qui transportaient le bétail depuis le marché de PK 45 vers l'abattoir de Bangui. Mais, ce qui fait sa spécificité, c'est l'accompagnement par les escortes de la Minusca et la disparition des bétailières remplacées par les véhicules. Ces véhicules appartiennent presque exclusivement à des particuliers, principalement les opérateurs économiques de confession musulmane repliés dans le grand quartier de Km5. Les flux de bétail en provenance de Kaga-Bandoro et Bambari sont conduits au Km5. Le marché de bétail du Km5, construit sur les décombres d'anciennes zones d'habitation et le marché fluvial de Ouango Sao (7^e arrondissement de Bangui) sont les principaux marchés de bétail de la capitale. La modification du mode de transport a une incidence réelle sur l'approvisionnement en termes d'effectif de bovins qui arrive à Bangui. L'irrégularité des convois de bétail escortés, et surtout l'insécurité ont de fortes incidences sur le prix du bétail sur pied qui a été multiplié par trois. Un bœuf coûte entre 800 000 et 1 000 000 francs CFA à Bangui alors que le kilogramme de viande bovine est passé de 1 500 à 3 000 francs CFA³⁰. La rareté du bœuf se répercute sur le nombre d'abattages (fig. 3).

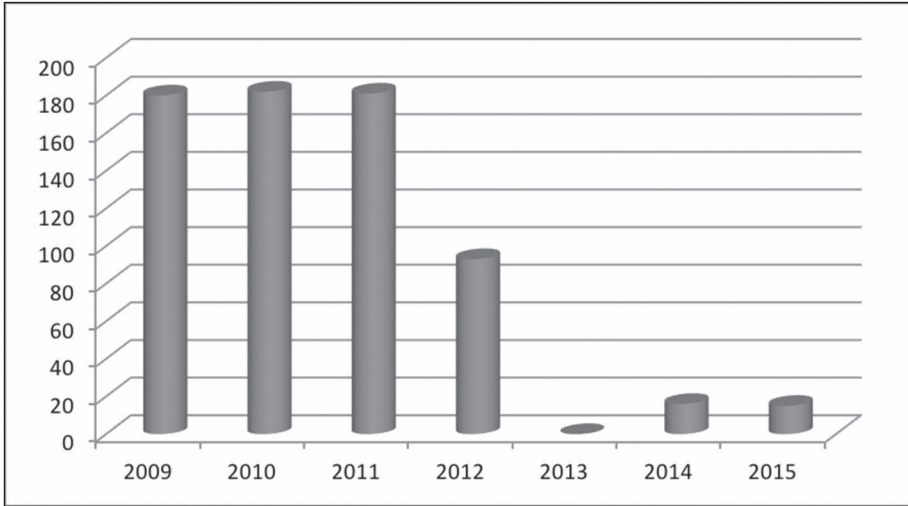
Ainsi, les mutations du monde pastoral et les stratégies d'adaptation des éleveurs semblent s'inscrire dans le temps long puisque les violences armées se prolongent.

27. Données collectées dans le cadre des recherches doctorales en 2012 dans la commune de Boali par Alexis Maïna.

28. Entretien avec le maire (intérimaire) de la commune d'élevage d'Ewou, Mobaye, décembre 2014.

29. Société d'État de gestion des abattoirs.

30. Interview du ministre de l'Élevage sur les ondes de la radio nationale, 18 décembre 2015.



Source : Direction générale de la SÉGA, décembre 2015

Figure 3 : Évolution des abattages des bovins à l'abattoir de Bangui

Conclusion

En trois années, le monde pastoral centrafricain a connu des bouleversements profonds. L'élevage se positionne comme le secteur d'activité le plus à risque et est devenu une source de conflit au même titre que l'exploitation du diamant. Les violences actuelles dans les zones rurales sont corrélées au rythme de la présence du bétail et des éleveurs qui sont à la fois acteurs et victimes des exactions. Le conflit de 2013 achève un processus de décapitalisation des éleveurs entamé depuis plus de deux décennies. Il se crée un cycle infernal de reconversion des éleveurs dans des groupes armés. Leur activisme semble être le moyen privilégié pour reconstituer voire protéger le bétail. Dès lors, il devient une source d'enrichissement pour les chefs des bandes armées qui se constituent de nouveaux territoires. La militarisation et la politisation de l'élevage soulèvent un grand questionnement quant à l'avenir de la situation sécuritaire à l'échelle sous-régionale. Les régions frontalières sont occupées par des mouvements rebelles dont les leaders sont parfois des éleveurs : Ali Darras pour l'UPC dans le nord-est, Sikiki pour le RRR³¹ dans le nord-ouest. Pour un pays vaste et sous-peuplé comme la Centrafrique, les marges frontalières sont un sanctuaire pour les groupes armés et les éleveurs armés étrangers avec un enjeu principal : l'accès et le contrôle des ressources pastorales. La situation sécuritaire actuelle, impliquerait d'avoir une autre vision de la géographie de l'élevage dans une dynamique sous-régionale.

31. Retour réclamation et remboursement.

Bibliographie

Amnesty international, 2013 - « République Centrafricaine, crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Bangui », mis en ligne le 19 décembre 2013, consulté en 2017. <https://www.amnesty.ch/fr/pays/afrique/republique-centrafricaine/docs/2013/crimes-de-guerre-et-crimes-contre-lhumanite-a-bangui>

Ankogui-Mpoko G.F., 2002 - *Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en RCA. La difficile intégration de l'élevage et de l'agriculture au nord-est de Bambari*. Université de Bordeaux 3 : thèse de doctorat en Géographie, 393 p.

Ankogui-Mpoko G.F., Passingring K., Gonita B. et Kadekoy-Tikague D., 2010 - « Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale ». In : Seiny-Boukar L. et Boumard P. (dir.), *Savanes africaines en développement : innover pour durer*. Actes du colloque du PRASAC, Garoua (Cameroun). CD-ROM : CIRAD, PRASAC.

Arditi C., 2009 - « La paupérisation des éleveurs peuls de RCA ». In : Duteurtre G. et Faye B. (coord.), *L'élevage richesse des pauvres*. Versailles : Éditions Quæ, p. 37-51.

Bégin-Favre J., 2009 - *Insécurités. Une interprétation environnementale de la violence au Ouaddaï (Tchad oriental)*. Université de Paris 1 Pantho-Sorbonne : thèse de doctorat en géographie, 435 p.

Boutrais J. et Crouail J.-C., 1986 - « Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique ». In : Boutrais J. et Crouail J.-C., *Dynamique de systèmes agraires : l'exercice du développement*. Paris : ORSTOM, p. 71-92.

Chauvin E., 2015 - « Centrafrique ». In : Simon G. (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*. Paris : Armand Colin, p. 372-376.

Chauvin E. et Seignobos C., 2013 - « L'imbroglio centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 119-148.

Collectif, 2015 - *Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine*. Bangui : FAO, DRC, CRS, 30 p.

International Crisis Group, 2014 - « La face cachée du conflit centrafricain », *Rapport Afrique de Crisis Group*, n° 105, p. 1-20.

Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E., 2015 - « Introduction : Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel ». In : Redon R., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E., *Ressources mondialisées. Essai de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, p. 1-29.

Pourtier R., 2009 - « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGéo*, Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté en 2017. <http://echogeo.revues.org/10793>.

Raimond C., Breton C., Abouya A. et Moussa A., 2010 - « Planification territoriale et accès aux ressources naturelles. Retour sur la démarche participative des opérations de sécurisation foncière dans le Nord du Cameroun », *Annales de géographie*, n° 676, p. 639-656.

Romier G., 1999 - « Peuls Mbororo de Centrafrique, une installation récente, un avenir incertain ». In : Botte R., Boutrais J. et Schmitz J., *Figures peules*. Paris, Karthala, p. 463-480.

Saibou I., 2006 - « La prise d'otage aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme », *Polis/RCSP/CPSR*, vol. 13, n° 1-2, p. 119-146.

Seignobos C., 2008 - *La question mbororo : réfugiés de la RCA au Cameroun*. Yaoundé/Paris : HCR/SCAC/IRD, 68 p.

Tidjani I., 2015 - *Étude socio-anthropologique des populations pastorales de la RCA en lien avec la crise sécuritaire de 2013-2014*. Bangui : Catholic Relief Services (CRS), 81 p.

Watts M. et Marchal R., 2004 - « Économie de la violence » : or noir et espaces ingouvernables du Nigeria, *Politique africaine*, n° 93, p. 125-142.

| Résumé |

La Centrafrique connaît depuis 2013 un conflit armé inscrit dans le temps long qui affecte le secteur de l'élevage. Dans les violences, les éleveurs sont à la fois acteurs et victimes. Le bétail constitue un enjeu majeur de ce conflit comme source d'enrichissement des groupes armés, alimentant les antagonismes entre la rébellion Séléka et la milice anti-*balaka*. Le conflit impose une réorganisation des espaces pastoraux, qui se répartissent désormais selon les aires d'influence des groupes armés. Le conflit remet en cause l'ensemble du système pastoral, depuis les techniques de production jusqu'à la filière de commercialisation du bétail.

Mots-clés : Élevage bovin, système pastoral, Centrafrique, ressources, conflits, groupes armés, milices

| Abstract |

Cattle farming and conflicts in Central African Republic

Central African Republic has experienced since 2013 an armed conflict over a long period of time affecting the cattle farming sector. In the violence, breeders are both victims and actors. The livestock is a major issue of this conflict as a source of enrichment of armed groups, encouraging the antagonism between the rebellion Seleka and anti-balaka militias. The conflict imposes a re-organization of pastoral

areas, which are now distributed according to the areas of influence of the armed groups. The conflict prejudices the entire pastoral system, from the production techniques to the livestock market chain.

Keywords: *Cattle farming, pastoral system, Central Africa, resources, conflicts, armed groups, militias*

